

SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A		CEALR DO 55 25/07/05  06YLR000255 diffusé le: 25/07/05
---------------------------------	--	--

PROCEDURE

INTERVENTION DES ENTREPRISES EXTERIEURES EN SECTEUR PYROTECHNIQUE

DESTINATAIRES : - LR/Tous

COPIES : -

CHRONO : - LR/DIR

VALIDATION	REDACTEUR	APPRO. TECH.	APPRO. QUAL.	EMETTEUR
Nom	L. GAUTIER	A. CHESNEL Y. LE MESLE R. GOLEO	Y. FOURNIER	D. MAILLOT
Unité/Fonction	DIR/ACSN	DXPL/ISI DIR/AJ DIR/ISE-CME	DIR/AQ	DIR
Date et Visa	25/07/2005	29/07/2005 27/07/2005 <i>p.i. B. GOURLAIN</i> 29/07/2005	27/07/2005	25/08/2005 <i>p.i. A. MOREL</i>
CEA LE RIPAULT				



REPertoire des evolutions

[illegible]

SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A		CEALR DO 55 25/07/05  05YLR000255 diffusé le: 25/07/05
---------------------------------	--	--

Table des matières

1. But.....	4
2. Domaine d'application	4
3. Références.....	4
4. Sigles	4
5. Rappel du cadre réglementaire	4
6. Logigramme	5
7. Description des étapes.....	6

SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A		CEALR DO 55 25/07/05  06YLR000255 diffusé le: 25/07/05
---------------------------------	--	---

1. BUT

Cette procédure a pour objectif de décrire les actions à mettre en œuvre pour permettre les interventions des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique.

2. DOMAINE D'APPLICATION

Cette procédure s'applique à toutes les interventions d'entreprises extérieures en secteur pyrotechnique

3. REFERENCES

Documents de référence :

- [1] : Décret N° 92-158 du 20 février 1992 – Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicable aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure
- [2] : Procédure – Intervention des Entreprises Extérieures –
SYM D0101 YLR PRO S 01 04 449
- [3] : Décret N° 79-846 du 28 septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques
- [4] : Arrêté du 26 septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques
- [5] : Lettre de l'IPE N°9 – juillet 2002

Documents applicables :

- [6] : Titre d'habilitation pyrotechnique - SYM D0101 YLR IMP S 05 01 255

4. SIGLES

EE : Entreprise extérieure
IPC : Inspection Préalable Commune
IPE : Inspection des Poudres et Explosifs
PdP : Plan de prévention

5. RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE

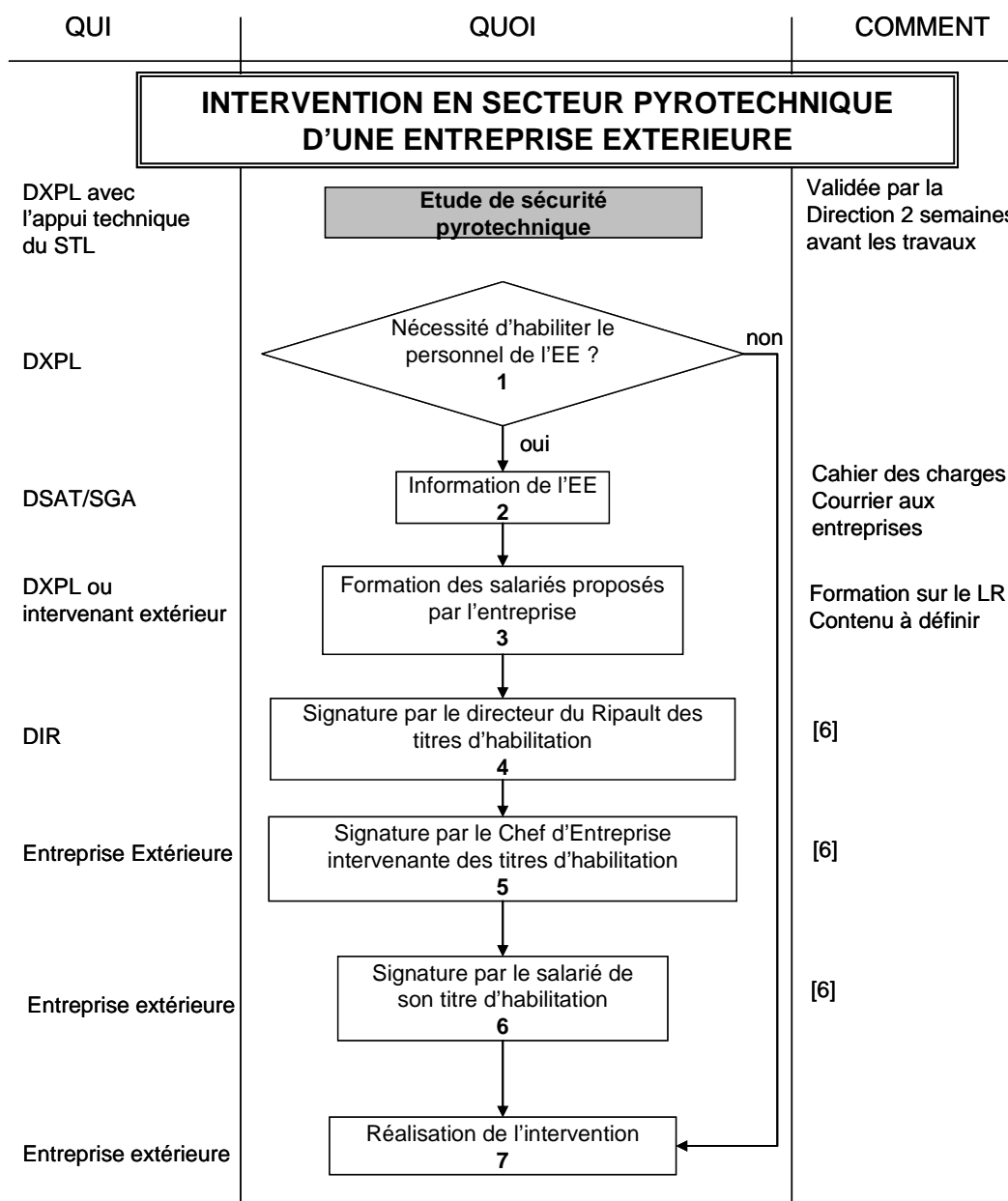
Le décret [1] relatif aux questions d'hygiène et de sécurité liées à l'intervention d'une entreprise extérieure au sein d'un établissement fait obligation au chef d'entreprise utilisatrice et au chef de l'entreprise intervenante de procéder à la présentation des risques spécifiques de leurs activités respectives. Il n'en demeure pas moins que

chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

Cette réglementation a été déclinée sur le site du Ripault dans un document spécifique [2].

L'un des risques majeurs présents sur le site du Ripault est lié à l'activité pyrotechnique. La problématique de la sécurité des travailleurs opérant dans des établissements pyrotechniques est traitée dans une réglementation spécifique [3] [4]. Des précisions concernant l'intervention des entreprises extérieures ont également été apportées par l'Inspection des Poudres et Explosifs [5].

6. LOGIGRAMME



SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A		CEALR DO 55 25/07/05  05YLR000255 diffusé le: 25/07/05
---------------------------------	--	---

7. DESCRIPTION DES ETAPES

Donnée d'entrée de la procédure :

Conformément à l'article 28 de la référence [3], la réalisation d'une étude de sécurité pyrotechnique est obligatoire pour toutes les opérations de réparation ou d'entretien. Il va de soi que les travaux neufs (construction ou aménagement lourd de bâtiment) sont également concernés par cette étape. Dans le cas d'une opération ponctuelle (extension d'un bâtiment par exemple), l'étude est rédigée spécifiquement pour l'opération. Dans le cas des opérations de maintenance et d'entretien, plus généralement dans le cas d'opérations récurrentes sur le site, une étude de sécurité cadre devra être rédigée, complétée en tant que de besoin par des consignes de sécurité spécifique à chaque opération.

Ces études de sécurité rédigées par le Département des Explosifs (DXPL), avec l'appui technique du DSAT/STL pour les aspects travaux et planning, seront validées par la Direction (Contrôle de Second Niveau) qui devra en être destinataire 2 semaines avant le début présumé des travaux.

Etape 1 :

L'étude de sécurité doit faire apparaître, conformément à l'article 16 de la référence [4], la famille dans laquelle est classée l'opération réalisée. Ces familles sont définies à l'article 15 de la référence [4].

Comme rappelée dans la référence [5], la règle de base est de classer les opérations des entreprises extérieures en a3, opérations non pyrotechniques. Ces opérations ne peuvent alors se dérouler que dans les zones Z3P1, Z4P2 ou Z5, où Zi correspond aux zones de danger et Pi, à la probabilité d'occurrence de l'évènement pyrotechnique.

Lorsque cette condition ne peut être respectée, il convient dans la mesure du possible d'éliminer le risque pyrotechnique en vidant par exemple les bâtiments. Cette mesure est acceptable, en terme de délais et de risques, pour des opérations lourdes et de longue durée mais irréaliste pour des interventions ponctuelles (entretien courant des installations, carénage des bâtiments, entretien des espaces verts, intervention de dépannage sur les postes techniques et informatiques, ...) ou pour des exigences opérationnelles.

Dans ces dernières situations, il convient de considérer que ces opérations sont alors des opérations pyrotechniques, même si elles n'ont aucun rapport avec le domaine pyrotechnique.

Il est alors nécessaire d'appliquer l'article 82 de la référence [3] qui précise que les opérations pyrotechniques ne peuvent être confiées qu'à des agents habilités.

En conséquence, si l'habilitation de salariés d'entreprises extérieures s'avère incontournable, cette décision relève du Directeur de centre sur proposition du chef d'installation.

Etape 2 :

L'information sur la nécessité éventuelle d'habilitation pyrotechnique de salariés de son entreprise devra être communiquée au chef d'entreprise extérieure.

SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A		CEALR DO 55 25/07/05  05YLR000255 diffusé le: 25/07/05
---------------------------------	--	---

A l'avenir, cette information devra figurer au niveau des appels d'offres relatifs à la prestation (ex : cahier des charges) ou dans la commande passée au prestataire. Pour les contrats en cours, un courrier d'information sera diffusé par le DSAT/SGA.

Etape 3 :

Cette formation est de la responsabilité du Ripault puisque le risque pyrotechnique est un risque spécifique et qu'il n'existe pas, comme en électricité par exemple, d'habilitation officielle normalisée délivrée par des organismes agréés.

Le contenu de cette formation devra être adapté aux risques rencontrés par les salariés des entreprises extérieures.

Etape 4 :

Un titre d'habilitation sera fourni par le CEA/LE RIPAULT [6]. Il portera, suivant les recommandations de l'IPE, les signatures des deux chefs d'entreprises ainsi que celle du salarié.

La signature de ce titre d'habilitation par le Directeur du CEA/LE RIPAULT établira que le salarié a reçu les éléments nécessaires lui permettant d'effectuer son intervention dans le respect des règles de sécurité inhérentes à la spécificité du risque pyrotechnique présent sur le site du Ripault.

La durée de validité figurera également sur cette attestation. Pour les opérations ponctuelles, cette durée sera celle de l'opération. Pour les opérations liées aux contrats pluriannuels, cette durée sera celle du contrat.

Etape 5 :

La signature du titre d'habilitation par le chef d'entreprise extérieure établira que le salarié possède toutes les aptitudes (médicales, professionnelles propres au métier du salarié, ...) pour effectuer les opérations qui lui seront affectées sur le site.

Etape 6 :

La signature du titre d'habilitation par le salarié extérieure établira que celui-ci a bien pris connaissance des risques spécifiques du CEA/LE RIPAULT concernant la pyrotechnie.

Cette habilitation sera transmise au salarié.

Comme toutes les autres habilitations, la détention de l'habilitation pyrotechnique pourra être vérifiée lors des contrôles prévus dans la référence [2].

Etape 7 :

La réalisation de l'intervention est naturellement soumise aux dispositions en vigueur sur le site concernant la gestion de la co-activité (PdP, IPC) [2].

Les droits d'accès en secteur pyrotechnique, sur les badges des entreprises extérieures, sont délivrés par la FLS après accord formel du chef de département DXPL, qui s'assurera que les dispositions contenues dans cette procédure (étude de sécurité, formation et habilitation si nécessaire) ont été accomplies.

SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A		CEALR DO 55 25/07/05  05YLR000255 diffusé le: 25/07/05
---------------------------------	--	---

CEA – DAM – ARCHIVAGE DOCUMENTATION

1. Organisme Emetteur : Centre : LR Direction : DAM Département : DIR Service : Laboratoire :	2. Classification : DO		
	3. Référence à :		4. Nature : Procédure
5. Identification du document :			
Document secret : Réf. Administrative : Réf. Technique :	Autre document : SYM D0101 YLR PRO S 01 05 255 A	6. Date : 25/07/05	7. Nombre de pages : 8
8. Auteur(s) : L. GAUTIER			
9. Titre : PROCEDURE – INTERVENTION DES ENTREPRISES EXTERIEURES EN SECTEUR PYROTECHNIQUE			
10. Résumé : <p>Cette procédure décrit les étapes nécessaires à la réalisation d'une intervention en secteur pyrotechnique par une entreprise extérieure.</p>			
11. Descripteurs proposés : Entreprises extérieures – pyrotechnie – habilitation			
12. N° d'enregistrement :		13. Date d'enregistrement :	
14. Date prévue de destruction :		15. Date de destruction :	
16. Code de classement :			
Partie réservée au BCA et à ODIR			
N° informatique : Nature du mouvement : Diffusion : E (extérieure) – I (intérieure) : N° du bulletin de résumé :		N° de bobine : Microfilm N° de dossier :	
Code classement :			